



BAPE SUR GNL: UNE PARTICIPATION HISTORIQUE EXPOSE LES FAILLES D'UN PROJET DÉPASSÉ

Québec, le 5 novembre 2020 - Les consultations du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concernant le projet d'usine de liquéfaction de gaz fossile au Saguenay se sont conclues mercredi. Un mot peut résumer la participation du public à cet exercice : **«historique»**.

Historique grâce à l'incroyable quantité de documents déposés et leur qualité ; grâce à la diversité des intervenant.es mais également et surtout ; grâce à l'incroyable participation de la jeunesse québécoise.

Au terme de ces audiences, **78 % des témoignages se sont prononcés en défaveur ou en opposition claire au projet** (138 CONTRE, 36 POUR). Au-delà de ce simple décompte, s'il y a bien un sentiment qui fut largement exprimé et partagé lors des audiences des deux dernières semaines, c'est celui de la consternation de devoir encore se mobiliser contre un projet de développement des énergies fossiles en 2020, et ce, en pleine crise climatique.

Un enjeu moral

Un large consensus à propos de la nécessité d'étudier l'ensemble du projet (de l'extraction du gaz fossile jusqu'à sa combustion) a d'ailleurs émergé lors des deux dernières semaines. Les personnes, organisations et expert.es ont déploré que le mandat de la commission du BAPE ne porte que sur une vision tronquée et malhonnête de la réalité.

Il s'agit d'un enjeu moral important puisque l'ensemble du projet pourrait avoir des conséquences désastreuses sur les prochaines générations. Ceci a d'ailleurs été souligné par de nombreux.es jeunes Québécois.es lors de ces audiences.

« On est la future génération du marché du travail et on n'est pas intéressé à travailler pour GNL/Gazoduc. On est la génération qui subira les conséquences environnementales de ce projet, et non les investisseurs et décideurs. Et ces derniers ne semblent pas vouloir nous écouter », **ont affirmé les représentant.es de l'Association générale des étudiants et étudiantes du collège de Chicoutimi (AGEECC).**

Les arguments du promoteur démontés un à un

Pour répondre aux nombreuses inquiétudes, les tenants du projet n'auront fait que répéter toujours et inlassablement les arguments de vente du promoteur sans égard pour les études scientifiques démontrant la non-viabilité économique de cette usine de liquéfaction de gaz fossile ou encore ses inacceptables impacts environnementaux.

- Le promoteur a vanté son projet comme étant un projet « de transition » ; il a plutôt été prouvé qu'il s'agissait d'un projet bien plus polluant que présenté et qu'il anéantirait tous les efforts des Québécois.es pour répondre à l'urgence climatique. En tenant compte des émissions de GES sur l'ensemble du cycle de vie (allant de l'extraction en Alberta jusqu'à la combustion sur les marchés internationaux, incluant [les fuites de méthane à la fermeture des puits](#) à la fin de l'exploitation et tout le long du tracé), c'est minimalement **50 millions de tonnes de GES** que ce projet engendrerait chaque année.
- Le promoteur a présenté son projet comme une panacée économique pour la région; il a plutôt été démontré par de nombreuses organisations et expert.es qu'il n'y avait pas de marché pour acheter son gaz. L'étude de marché du promoteur a d'ailleurs été sévèrement critiquée par [des économistes indépendants](#). Au contraire, l'usine de liquéfaction pourrait porter un énorme coup à l'industrie touristique du Saguenay-Lac-Saint-Jean et d'autres régions limitrophes au fjord.
- Finalement, le promoteur s'est aussi échiné à minimiser les risques de son projet pour la biodiversité locale; il a plutôt été clairement prouvé que les passages des immenses méthaniens de GNL menaceraient de nombreuses espèces [dont le béluga](#), mais aussi [d'autres cétacés, poissons, oiseaux et mammifères](#).

« À la lumière de tout ce qui a été exposé lors des dernières semaines, nous tenons à souligner qu'autre chose qu'un rejet clair et sans appel du projet par le gouvernement résultera en une mobilisation monstre et une levée de boucliers sans pareil. Les Québécois.es méritent mieux. Ils ont déjà fermé la porte à d'autres projets dépassés du genre. Celui-ci ne fera pas exception », **ont conclu les différents groupes.**

Faits saillants

- Plus de 3000 mémoires ont été déposés
- 178 participant.es aux audiences
- [89 244 Québécois.es ont signé.es la pétition](#) pour signifier leur opposition au projet
- 48 associations étudiantes qui représentent plus de 300 000 [étudiant.es](#) ont adoptées un mandat contre le projet

Signataires

Marc-André Viau, Équiterre
Adrien Guibert-Barthez, Coalition Fjord
Anaïs Barbeau-Lavalette, Mères au front
Henri Jacob, président Action boréale
Jacques Rousseau, Regroupement vigilance hydrocarbures Québec
Lilas Lamontagne Carpin, Mouvement citoyen littOralement inacceptable (MCLI)
Alice-Anne Simard, Nature Québec
Dominic Champagne, Pacte pour la transition
Patrick Bonin, Greenpeace Canada
Rodrigue Turgeon, Collectif abitibien Gazoduq, parlons-en!
Caroline Brouillette, Réseau action climat Canada
Dean Evangeliou, Climate Reality Project Canada
Sophie Paradis, Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada)
Rébecca Pétrin, Eau Secours
Réal Lalande, Action Climat Outaouais
André Bélisle, AQLPA
André-Yanne Parent, Projet de la réalité climatique Canada
Ashley Torres, Coalition étudiante pour un virage environnemental et sociale (CEVES)
Marie-Eve Sigouin, Coalition anti-pipeline de Rouyn-Noranda (CAP-RN)
Marie-Josée Béliveau, Alternatives et Collectif Femmes pour le Climat
Anaïs Barbeau-Lavalette, Mères au front
Esther Auger, Pétroliques anonymes
Simon Guioy, Action étudiante «Arrêtons GNL!»
Diego Creimer, Fondation David Suzuki
Denise Laprise, Montmagny en transition
Lucie Massé, Action Environnement Basses-Laurentides
Marie-Christine Milot, La Planète s'invite en santé
Pascal Bergeron, Environnement Vert Plus
Collectif de travail, AmiEs de la Terre de Québec

Pour plus d'informations :

Adrien Guibert-Barthez, co-porte-parole

Coalition Fjord

<coordonnées
professionnelles retirées>

Anthony Côté Leduc, chargé des relations médias,

Équiterre

<coordonnées
professionnelles retirées>